

Interprétations fallacieuses
d'un coup de nerf contre
l'atteinte à l'ordre public :

**Qui veut ternir
l'image de Malick
Sankhon ?**

Page 9



Culture

**Bantama
fait agréer
le Fodac
et le Fades**

Page 8



Relance
du cinéma
guinéen

**Les souhaits
et la promesse**

Page 6



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°585 • LUNDI 23 OCTOBRE 2017 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Acculé par l'audit de la Féguifoot

Super V quitte le pays, en catimini

**Interview
exclusive**

Mamadou Sylla décrypte
l'actualité nationale

*Egoïsmes, fausses promesses, assassinats d'opposants,
émeutes à l'Ouest, contagion à l'Est, soulèvements au Sud ...*

Les signes de fin de règne d'Alpha Condé

Mamadou Sylla, à la double casquette de riche homme d'affaires et de parlementaire, décrypte l'actualité. Il laisse entrevoir qu'Alpha Condé est décrié jusque dans son propre fief électoral. Siguiri, Kérouané et Beyla ne ménagent plus son régime. Lui qui avait bénéficié d'une sortie de prison sous le régime de feu le général Lansana Conté, fait comme bon lui semble en instrumentalisant la justice. Mais les signes ne sont pas trompeurs, commente Mamadou Sylla. Quand un pouvoir est en fin de règne, il devient sourd et aveugle. **Page 5**



Foire du livre
de Francfort

**Un marathon de
4 jours dont on
sort gagnant**

Page 6



Pour assainir le paysage
audiovisuel guinéen

**Canal+
en action
contre les
pirates**

Page 2

TOUTES LES CHAINES LES CHAINES
CANAL+
CANAL **CANAL+**
SERIES **myCANAL**
GRATUITEMENT **CANAL+**
CANAL+ **SPORT**

Confidences PUBLIQUES



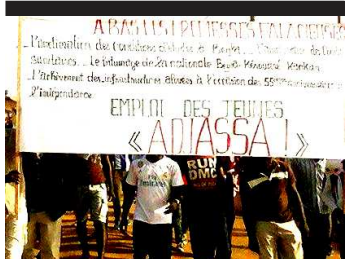
Si la Badam vous doit, faites-vous rembourser avant le 31 décembre !

Un communiqué du Syndic liquidateur appelle clients et autres créanciers ayant des avoirs dans la Banque africaine de développement agricole et minier (Badam) à se faire rembourser avant le 31 décembre, délai de fermeture des opérations démarrées le 27 juin 2017.



Dr Saliou Bella Diallo crée l'AMP

Le pédiatre Saliou Bella Diallo préside depuis ce 16 octobre 2017 l'Alliance des acteurs de la mouvance présidentielle (AMP). Sa «nouvelle mission» est de «soutenir de manière active, permanente et irréversible» le président Condé «dans sa politique et son programme de développement».



Beyla aussi manifeste contre les fausses promesses

La semaine écoulée, une manifestation des forces vives réclamant l'«amélioration des conditions de vie, d'études, de soins sanitaires, le bitumage de la route» nationale menant à Beyla, «l'achèvement de la construction des infrastructures entamées à l'occasion du 55e anniversaire de l'indépendance, l'emploi des jeunes et la fin des promesses fallacieuses» a été mâtée par les forces de l'ordre. Un couvre-feu a été instauré dans cette zone jusque-là sans histoires. Bilan: des blessés en nombre et des cases servant d'habitation incendiées dans cette ville du Sud du pays.

Publi-information

POUR ASSAINIR LE PAYSAGE AUDIOVISUEL GUINÉEN

Canal+ en action contre les pirates

Acteur majeur de l'écosystème audiovisuel tant à travers le monde qu'en Afrique, le groupe **Canal+** entend mener des opérations de démantèlement des réseaux pirates aux côtés des agents des forces de l'ordre. Ses responsables l'ont annoncé mercredi 18 octobre 2017 à Conakry.

Opérant en Guinée depuis plus de deux décennies, **Canal+** contribue énormément au développement commercial et à la distribution de ses bouquets sur l'ensemble du territoire.

Les retombées positives de ses prestations dans le secteur audiovisuel participent à l'essor économique et au rayonnement culturel du pays, notamment à travers la diffusion des contenus adaptés à tous les âges et à tous les goûts, à travers les chaînes **Canal+** de divertissement déclinées par région, 4 chaînes **Canal+ Sport** dédiées exclusivement aux sports et infos sportives, ainsi que les chaînes Cinéma, séries et famille. Sauf que ces actions souffrent aujourd'hui d'un fléau qui assaille de plain fouet le groupe : c'est le piratage de ses produits.

Désagréments

Ce phénomène de piratage cause dangereusement préjudice à l'ensemble du secteur audiovisuel africain, qu'il affaiblit et paralyse considérablement. En ce sens que les opérations par câble générant un chiffre d'affaires informel très conséquent sont aujourd'hui de l'ordre de 56 milliards de FG par an, ne générant par contre aucune recette fiscale et qui ne sont à aucun moment réinjectées dans l'exécution de l'économie audiovisuelle locale. Cette manne financière sert bien au contraire à enrichir des individus en conflit avec la loi et qui agissent en toute impunité.

L'absence de cryptage et de Code parental chez les opérateurs pirates laisse à la vue de tous des contenus choquants pour le jeune public et une diffusion non contrôlée par le régulateur guinéen. A cela, s'ajoutent les branchements anarchiques des opérateurs de distribution qui constituent un goulot d'étranglement et qui représentent un véritable danger pour les populations sans compter les dommages collatéraux que ceux-ci causent aux infrastructures existantes.



Mercredi 18 octobre 2017, conférence de presse à Conakry animée par le représentant de Canal+ Guinée Oscar Lanfranchi et la chargée des relations institutionnelles Afrique Canal+ International, Grace Loubassou.



« De même, le système de «câblodistributeurs» qui se pratique en Guinée, comme c'est le cas dans certains pays africains, communément appelé «réseaux araignées» ou «câblots», enrichit les fraudeurs au détriment des réalisateurs et professionnels du cinéma local. D'une manière générale, ces pratiques affectent l'image de la Guinée en matière de protection de la propriété intellectuelle et nuisent considérablement à l'investissement au quotidien », évaluent les responsables du **Groupe Canal+**.

Traque des distributeurs indécents

La concurrence est déloyale et porte gravement atteinte à **Canal+** qui a pourtant sa licence en bonne et due forme lui permettant d'opérer en République de Guinée.

Face donc à cette réalité qui pèse sur la protection du secteur des médias et de l'écosystème audiovisuel local, le groupe, en collaboration avec les forces de l'ordre, entend lancer des opérations de démantèlement à Conakry, annonce **Grace Loubassou**, chargée des relations institutionnelles **Afrique Canal+ International**. Et pour réussir ce challenge, le groupe **Canal+** privilégie, entre autres démarches, la voie légale qui se caractérise par la mise en demeure des contrevenants devant les tribunaux, la voie technologique qui consiste à identifier chaque abonnement et la voie physique qui porte sur des opérations de démantèlement des bases des pirates avec le concours des forces de l'ordre.

A travers cette dernière mesure, les responsables de **Canal+** se montrent persuadés que cela aidera à assainir le paysage audiovisuel guinéen.

Canal+ opère sur le continent africain depuis 20 ans et couvre plus de 30 pays à travers 12 filiales et plus de 30 partenaires et distributeurs.

Avec son offre **Les Bouquets Canal+** incluant plus de 220 chaînes, radios et services, **Canal+** est le premier opérateur de télévision payante par satellite en Afrique francophone et compte près de 3 millions d'abonnés.

Par Mady Bangoura

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

le populaire Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

La liberté des médias en Guinée : Entre textes et institutions, quelles réalités ?

« **L** La liberté des médias en Guinée : Entre textes et institutions, quelles réalités ? » C'est le titre de l'ouvrage de Moustapha Diané.

Premier du genre pour l'auteur, l'écrivain trouve la spécificité de son œuvre dans le fait qu'il cumule les recherches bibliographiques et les confronte aux réalités du terrain, notamment l'application exacte de cette norme internationale incorpo-



L'auteur Moustapha Diané.
Photo: Mady Bangoura

rée dans les textes, qu'est la liberté des médias en Guinée. Ce livre révèle que le degré de liberté d'expression sur le terrain a été confronté à la théorie de plusieurs auteurs qui ont travaillé là-dessus en vue de permettre de comprendre l'état exact de l'avancement de cette liberté fondamentale à laquelle la Guinée a souscrit depuis plusieurs années. Diané trouve que la Guinée a beaucoup avancé dans ce domaine, « parce qu'il y a un

certain libertinage même des médias que d'aucuns prennent pour la liberté des médias et qu'il faut vraiment recadrer ». Il en appelle à l'Etat et aux structures de régulation à faire leur travail en faisant en sorte que la liberté d'expression soit un moyen de développement et d'avancée démocratique, mais qui ne parte dans le sens inverse à créer des troubles et à rétrograder le pays.

Par Mady Bangoura

Ils ont dit

Cellou Dalein Diallo, sur sa récente visite à Paris : « Je suis venu participer à un forum organisé par un groupe de réflexion constitué d'africains et de français qui veut apporter une contribution dans l'amélioration des relations franco-africaines. Il y a aussi quelques petits problèmes au niveau de l'Ufdg-France. J'ai apporté ma contribution à un comité de médiation mis en place pour résoudre la crise. A l'Elysée et au Quai d'Orsay, on a parlé de la situation qui prévaut en Guinée, marquée par le refus des autorités d'appliquer les dispositions de l'Accord du 12 octobre 2016. Il fallait (aussi) expliquer pourquoi nous étions dans la rue, pourquoi il y a des tensions en Guinée et les risques attachés à la non application de l'Accord politique. »



Zainoul Abidine Barry, activiste engagé dans le secteur de l'environnement : « Plus de 190 pays réunis à Marrakech à la COP22 se sont mis d'accord pour mettre au point d'ici à décembre 2018 les règles d'application de l'Accord sur le climat conclu en décembre 2015 à Paris. Mais en tant qu'activiste, je peux dire que c'est une véritable détermination à aller de l'avant pour relever le défi climatique. Cette déclaration d'intention de Marrakech est censée permettre d'avancer dans l'application de l'Accord de Paris. Il reste maintenant à concrétiser les mesures pour y arriver. »



Kassory Fofana, ministre d'Etat chargé des questions d'investissement et du Partenariat public-privé, à propos de Cellou Dalein Diallo : « On a appartenu au même camp. Aujourd'hui, tel n'est pas le cas. Mais cela n'altère en rien nos relations familiales. J'ai connu l'homme sur le plan technique et non politique. A l'époque, il m'a étonné avec des progrès qu'il a réalisés. »



ELECTRICITE DE GUINEE

Département Communication
& Marketing

COMMUNIQUE

La Direction Générale de l'Electricité de Guinée (EDG) informe son aimable clientèle que dans le cadre de sa nouvelle politique de gestion et de redressement de l'Entreprise, une campagne de recouvrement des factures d'électricité est engagée.

En conséquence EDG invite tous les consommateurs ayant des impayés à régulariser leur situation afin d'éviter des coupures d'électricité pour non paiement.

En cas de litige sur un montant facturé, le consommateur doit aller à son agence commerciale afin de déposer sa réclamation, pour qu'elle soit examinée. Ainsi des directives seront données au cas par cas afin d'éviter des désagréments entraînant souvent des interruptions d'électricité.

La Direction Générale de l'Electricité de Guinée (EDG) sait compter sur la compréhension de chacun et de tous. Car payer sa facture de consommation d'électricité est un acte citoyen.

Conakry, Septembre 2017

FÉGUIFOOT / Gestion de Salifou Camara Super V

Au-delà des divagations mensongères et injurieuses, des points sombres à éclaircir

Le mercredi 18 octobre 2017 matin dans l'émission "Les Grandes Gueules" d'Espace FM, nous avons suivi la sortie de l'ancien président de la Fédération guinéenne de football (Féguifoot). Manifestement M. Salifou Camara alias Super V était en mal d'arguments.

Du début à la fin de l'émission, il était impossible de trouver dans ses paroles d'ancien dirigeant de la Féguifoot des éléments intéressants pour son argumentaire et, au-delà, sa défense et son autopromotion.

De quoi s'agit-il en fait ?

Le Comité exécutif élu le 28 février 2017, par sens des responsabilités et conformément à l'éthique et aux instructions de la FIFA, a été amené à diligenter un audit pour juger de manière neutre et impartiale la gestion de la Féguifoot de 2013 à 2015, avant de prendre les rênes du football guinéen. Pour ce faire, les nouveaux dirigeants du football guinéen ont eu recours à un cabinet international ayant pignon sur rue. Quoi de plus simple et normal !

En pareil cas, les résultats publiés à la suite d'une procédure, non seulement régulière mais aussi souple et consensuelle, ne saurait être contestée de manière aussi intempestive et tapageuse comme le fait en ce moment Salifou Camara alias Super V.

Pour tenter de se blanchir devant l'opinion publique, en lieu et place des cours et tribunaux, l'ancien président de la Féguifoot répand des dénégations là où l'on s'attend à des preuves de sa non-culpabilité. De même, il s'évertue laborieusement à couvrir Antonio Souaré des plus vilains défauts dont les plus ignominieux n'ont rien à voir avec le football et sa gestion. Or, la démarche actuellement en cours, à savoir, celle des audits, est une pratique rendue systématique et universelle par la FIFA. Ainsi, au moment où Super V s'égosille sur les ondes et le petit écran des dizaines voire une centaine d'associations sportives nationales à travers le monde font l'objet elles aussi d'un audit.

Dans le cas de la Guinée comme dans ceux de tous ces pays, aucun résultat d'audit n'est publié sans l'aval de la FIFA qui examine tous les dossiers avant de se prononcer et de faire ses recommandations.

Les choses étant ce qu'elles sont et telles qu'elles se déroulent, nous ne voyons pas comment Super V se détourne de la terre entière pour se dresser contre Antonio Souaré sauf à reprocher à celui-ci de déroger aux principes de la FIFA de la bonne moralité et à la saine gestion du football guinéen.

De toute évidence, nous sommes là en présence d'un cas qui amène à se demander si Super V dans son embarras actuel ne cherche pas à plonger

dans un monde kafkaïen et d'y entraîner tous les guinéens. Tenez ! Selon les élucubrations de l'ancien président de la Féguifoot, aucun rapport d'audit n'existe. Et s'il en existe un, laisse-t-il entendre, il ne peut qu'être le fruit d'un bricolage voire d'un montage satanique élaboré par Antonio Souaré et un comparse qui a un cabinet d'audit. Sic !

Concernant les montants compromis au cours de sa gestion, il dit par exemple, en parlant des 834 000 euros mis à sa disposition par la société MTN aux fins de promouvoir la candidature de la Guinée pour



Salifou Camara Super V, ancien président de la Féguifoot.

l'organisation d'une CAN en 2019 ou 2021, que cette somme a servi à payer les frais d'élaboration du dossier de la Guinée.

Mais prenant les guinéens pour des canards sauvages ou des gens qui boivent par les narines, Super V se garde de dire comment il aurait procédé pour honorer cet engagement financier, comme s'il s'est fait remettre en main propre des espèces sonnantes et réverbérantes l'intégralité des 834 000 euros, et comme si cette somme était destinée à fructifier dans sa poche. Là, on n'a pas besoin d'être grand clerc pour savoir qu'une telle opération bannit toute manipulation de liquidité et exige de procéder par virement bancaire ou par remise de chèques dûment établis. Il fait lire des courriers ministériels sollicitant le sponsoring de la société de téléphonie et se garde d'exhiber les trois lettres de paiement signées par lui-même Salifou Camara Super V et Ibrahima Barry Blasco et demandant à la Société générale de banques de verser le faramineux montant de 834 000 euros (près de 10 milliards de francs guinéens) en espèces sonnantes et réverbérantes à son comptable Aboubacar

Soumah Morthon. Quelle malhonnêteté !

A part cet ordre d'encaissement délivré par Salifou Camara Super V et Ibrahima Barry Blasco au nom d'Aboubacar Soumah Morthon, aucune autre trace de ces 834 000 euros n'existe, en matière de pièces comptables. Si Super V prétend avoir payé la fantôme société, il n'a fourni aucune preuve bancaire attestant cette transaction.

Pour quelle urgence Super V s'est-il livré à cette si importante opération de sortie de près de 10 milliards de francs guinéens des comptes de la Fédération guinéenne de football ?

Les membres du Comité exécutif qui se sont élevés contre l'opaque gestion de Super V jusqu'à sa chute, étaient-ils informés de cette magouilleuse opération ? Un procès verbal d'une réunion du Comité exécutif de la Féguifoot autorise-t-il cette sortie ?

10 milliards de FG en moins de 3 jours

Si le faible niveau de Super V reste un secret de polichinelle, il était loin de l'imaginer trop ignorant au point de ne pas savoir que la législation bancaire, valable en Guinée mais aussi à la FIFA, interdit formellement le décaissement d'un tel montant en espèce, un acte catégorisé comme une opération criminelle.

Quelle fin urgente pourrait expliquer cet empressement à sortir près de 10 milliards de FG en moins de 3 jours ? D'ailleurs, si l'argent était destiné à préparer le dossier Guinée pour la candidature à la CAN, pourquoi ne l'a-t-il pas directement fait transférer sur le compte de la société chargée de ce travail ?

Quelle destination ou quel sort Super V et ses complices ont-ils réservé à ces 834 000 euros ? Le comptable Aboubacar Soumah Morthon avait-il pris l'avion pour aller les remettre en espèce à la fantôme société de Super V ?

Dans l'émission, Salifou Camara Super V affirme honnêtement ne pas être au courant de ce sponsoring de MTN et fait lire un courrier ministériel demandant le versement du montant des 834 000 en faveur de la Féguifoot. Voudrait-il insinuer ainsi que le compte de la Fédération guinéenne de football a été "utilisé" comme il n'a pas su si bien dire, pour couvrir un système de corruption banni par les statuts de la FIFA et jugé intolérable ?

Au-delà des divagations et injures mensongères, ce sont ces questions que l'analphabète et expert des faillites Saliou Camara Super V doit répondre devant les tribunaux.

Il est affligeant de constater que l'ancien président de la Féguifoot, Salifou Camara Super V, est si ignare qu'il n'est pas capable de distinguer un conflit d'ordre sportif exclusivement réservé aux juridictions spécialisées

des malversations financières (reprochées à sa gestion) passibles de poursuites devant les tribunaux ordinaires. Et dire qu'il a présidé aux destinées du football guinéen ! L'impasse était garantie.

De toute façon, qu'il veuille ou non, Salifou Camara Super V répondra de sa catastrophique gestion, de sa solitaire gestion, de sa sombre gestion, de son opacité. Et devant les tribunaux. Ce n'est pas en se livrant désespérément, sur les ondes, à l'exercice insensé et infructueux de vouloir salir un homme, un patriote si respecté par les guinéens qu'il se tirera du trou dans lequel son sulfureux passé l'enfoncé inexorablement.

Il est de peu d'importance de revenir sur d'autres pirouettes de Salifou Camara alias Super V attaché surtout à proférer des malédictions contre Antonio Souaré dont il a pourtant si souvent bénéficié des largesses et des faveurs.

Les circonstances font que deux personnalités totalement différentes pour ne pas dire divergentes voir antagonistes se retrouvent dans un même espace de débat.

Antonio Souaré n'a jamais rien pris à l'Etat ou à une association privée. Au contraire, du matin au soir, tous les jours, Antonio Souaré paye de sa personne et de ses avoirs pour tirer la Guinée vers le haut et aider des milliers de guinéens à s'en sortir.

Pour ce qui concerne Super V, il ne quittait jamais les bureaux d'Antonio Souaré les mains vides ou les poches creuses. Super V ne saurait prouver le contraire. Il lui arrivait même d'effectuer plus d'un aller-retour par jour pour son propre bien auprès de son bienfaiteur qu'il n'avait de cesse d'encenser jusqu'au moment où celui-ci, dépité par le comportement mal saint de son protégé, lui a retiré sa caution morale sur le chemin des dernières élections à la Féguifoot.

Délassé et démuné, sachant sa cause perdue, voilà que Salifou Camara alias Super V se met à injurier et à vilipender celui à qui il doit beaucoup. Mais ce n'est pas pour son ingratitude qu'il faut aujourd'hui tenir Super V pour une personnalité de mauvais aloi. Tout son parcours d'hommes d'affaires et de gestionnaire est parsemé de scandales allant de déficits en déficits et de détournements en détournements.

Les cas les moins retentissants ne sont certes pas ceux de son passage dans les hydrocarbures, de sa mainmise sur l'ancienne société de commerce (SOCOMER) une compagnie nationale qu'il a mise à sac en un tour de main, après l'avoir affublée du logo aujourd'hui honni de Super V.

Ce Salifou Camara alias Super V a tort de dire qu'il n'existe aucun rapport d'audit avalisé par la FIFA assorti de commentaires et de recommandations de l'instance faïtière du football mondial.

Ce rapport existe bel et bien. Nous l'avons vu de nos propres yeux et nous avons compris ce qu'il contient et qui n'est pas élogieux pour Super V.

Salifou Camara alias Super V à tort. Il a tort de parler en mal de l'actuelle équipe dirigeante du football guinéen dont il dit par dérision un prétendu bureau non élu non valable.

Nous avons assisté au congrès électif qui a porté le 28 février dernier Antonio Souaré à la tête de la Féguifoot.

Toute la procédure, tous les principes et toutes les règles ont été rigoureusement respectés et appliqués à cette élection. Et les émissaires de la FIFA et de la CAF qui l'ont supervisée savaient bien qu'il ne fallait rien laisser au doute et à la suspicion.

En effet, la FIFA et la CAF ont suivi de très près l'évolution de la crise qui a entraîné d'abord la mise en place du Comité de normalisation. Ensuite, le Congrès électif du 28 février 2017.

Super V a tort de parler avec mépris et suspicion du Comité de normalisation qui a assuré la transition entre son mandat et celui d'Antonio Souaré.

La FIFA et la CAF n'ont consenti à la solution du Comité de normalisation qu'au bout d'efforts nombreux et longs cherchant alors à concilier les positions incendiaires au sein de l'équipe que dirigeait Super V.

De nombreuses pistes avaient alors été explorées pour permettre à Super V et ses collaborateurs de retrouver la sérénité.

Le Comité de normalisation dont Super V dit aujourd'hui pis que pendre avait pourtant bénéficié de son assentiment au moment de sa formation sur une base absolument paritaire et égalitaire.

Ses représentants personnels au sein de ce Comité n'étaient ni moins nombreux, ni moins talentueux, ni moins expérimentés que ceux des autres parties.

Super V était assurément embarrassé dans cette émission au cours de laquelle il aura réussi non pas à avilir son successeur, mais à se couvrir lui-même d'opprobre.

Il a souvent imploré Dieu au cours de cette émission. Sachons que de ce que nous savons, il est fort à parier que les malédictions qu'il a proférées sont autant de bénédictions pour celui-ci et autant de malheurs qu'il a invoqués contre lui-même.

Les deux personnes se distinguant par l'agitation fébrile de Super V d'un côté et de l'autre le calme olympien d'Antonio Souaré. C'est tout dire !

Par **Ansoumane Bangoura**
Journaliste, ancien directeur
du Bureau de presse de la
Présidence de la République

Interview exclusive Mamadou Sylla décrypte l'actualité
«Les signes de fin de règne d'Alpha Condé»

Silencieux depuis son départ de la mouvance présidentielle pour l'opposition, le riche homme d'affaires, leader et député de l'Union pour le développement de la Guinée (Udg) évoque dans cette interview des questions d'actualité. **Elhadj Mamadou Sylla** se prononce entre autres, sur la récente composition du Cabinet du chef de file de l'opposition, dont il fait partie, et la suspension des manifestations de rue, ainsi que les communales à propos desquelles il accuse le chef de l'Etat de n'avoir pas la volonté de les organiser. L'opposant fait également une révélation sur un montant de plus de 12 milliards de FG qui l'oppose à Alpha Condé à qui d'ailleurs il prédit une fin de règne imminente.

Le Populaire: Le chef de file de l'opposition a composé son cabinet dont vous faites partie en qualité de conseiller. Quelle est votre réaction?

Elhadj Mamadou Sylla: Je crois que c'est la fidélité de l'UDG, son expérience sur le terrain ainsi que sa capacité de mobilisation qui lui ont valu cette reconnaissance du chef de file de l'opposition. Non seulement, on a été désigné conseiller, mais si vous regardez le rang que nous occupons sur l'échiquier politique, ça veut dire que l'UDG est numéro 2 de l'opposition après l'UFDG avec nos 3 députés alors que notre parti n'a été créé que récemment. Quand on donne les résultats scolaires, on commence par appeler les meilleurs élèves, c'est ça le mérite.

La composition du cabinet du Chef de file, sans avoir consulté auparavant l'ensemble des partis de l'opposition a suscité des polémiques. Qu'en dites-vous?

Le chef de file de l'opposition m'a personnellement consulté. Je sais qu'il a consulté beaucoup de partis y compris le Pedn, le Bloc libéral, l'Ufc. Mais, je ne pense pas qu'on puisse consulter l'Ufr pendant qu'elle est de la mouvance présidentielle puisque ça concerne les gens de l'opposition. C'est une institution et je pense que Cellou Dalein est libre de prendre les gens susceptibles de l'aider. Il ne doit donc pas y avoir de problème par rapport à cela.

L'opposition républicaine a suspendu ses manifestations de rue. Pensez-vous que cela puisse continuer tandis que les conclusions des Accords ne sont pas appliquées?

Nous donnons une chance au gouvernement de respecter ses engagements. On a tenu une réunion au sortir de laquelle on s'est convenu de créer une commission pour faire des démarches auprès du ministre de la Justice qui va examiner nos revendications. S'il ne répond pas favorablement, en ce moment, on va descendre encore dans la rue parce que c'est notre dernier recours. Ceux qui sont morts ne sont pas morts pour rien. Ils sont morts à cause de nous tous pour libérer le pays. C'est pourquoi,

nous demandons au gouvernement de faire des enquêtes pour identifier les auteurs et les commanditaires de ces assassinats des militants de l'opposition. S'il ne le fait pas, il nous obligera de reprendre nos manifestations.

La Ceni a proposé la date du 4 février 2017 pour la tenue des élections communales. Est-ce tenable?

La Ceni a fait une proposition et je pense que s'il y a une volonté politique, les élections peuvent avoir lieu à cette date. Mais ça peut être aussi un effet

communales. Chez nous en Guinée, il a fallu que de gens meurent pour qu'on organise les législatives en 2013. Alors qu'en 2015, il n'y a pas eu de report de la présidentielle parce qu'il (Alpha Condé) avait la volonté d'organiser l'élection. On n'a pas besoin que de gens meurent pour qu'il y ait les communales.

Après Boké, Kamsar et Kolaboui, les citoyens de la Haute Guinée, précisément de Kérouané et Beyla, réclament la tenue des promesses du chef de l'Etat. Que vous inspire cette recrudescence des manifestations violentes à travers le pays?

Ces manifestations annoncent la fin de règne d'Alpha Condé. Cela veut dire que ce gouvernement n'inspire plus respect puisque la population n'a plus confiance en lui. Mais avant Boké, il y a eu la grève des élèves qui a fait 8 morts. Boké n'a demandé que de l'eau courante, du courant et de l'emploi. C'est le minimum. Dans les autres pays, on ne peut imaginer une région aussi riche que Boké, sans électricité. Cela veut dire que le pouvoir ne fait rien.



Mamadou Sylla a la double casquette de riche homme d'affaires et de député. Photo: Abdoul Malick Diallo.

Vous étiez cité parmi les instigateurs de ces manifestations.

Quand un pouvoir est à la fin de son règne, il accuse tout le monde. Je suis de Boké et j'ai investi là-bas. Je suis à Conakry ici personne ne m'a vu à Boké pendant les violences. Je n'y suis pour rien dans ces manifestations. Je pense que le président de la République devait dissoudre ce gouvernement pour composer un gouvernement d'union nationale avec l'opposition parce que ça

ne va plus dans ce pays. Ce sont des communistes. Pour le communiste, lui, il ne fait jamais d'erreurs, c'est l'autre toujours qui est responsable. Après Boké, il y a eu le problème à la prison de Dabola, de Dinguiraye, de Siguiri où le maire a été chassé. Ensuite, Kérouané. Maintenant, c'est Beyla qui est enflammé. Si ça continue comme ça, bientôt ce sera dans la région forestière. Finalement, les populations vont dire: "merde au gouvernement" et "merde au président". C'est ce qui va se passer puisqu'aujourd'hui, Alpha est décrié même dans son propre fief électoral. Si c'est Siguiri, Kérouané et Beyla qui se lèvent contre ce gouvernement, Alpha doit avoir des soucis.

Le directeur de la Cnss a déclaré avoir constitué une milice d'autodéfense de 25 000 à 3 000 personnes. Qu'en dites-vous?

J'avoue que je n'ai pas écouté directement Malick Sankhon. Je sais que la Cnss est une institution d'épargne. Mais aujourd'hui, son directeur se met à construire des hôtels à Boké. Pourquoi un hôtel pour la Cnss? Est-ce que c'est les malades qui vont se coucher dedans? S'il construisait un hôpital pour traiter les travailleurs sur place au lieu de les évacuer, on n'allait tous s'en féliciter. Mais s'il est à la tête de tous les mouvements politiques, je crois que ce n'est pas cela sa vocation. Il ne devait pas se mêler de ça. Mais, je dis qu'il le fait avec le président de la République qui est son patron. Dès que le président commence à bouffer avec ses travailleurs, il ne pourra plus les sanctionner. C'est pourquoi, tu vois des gens qui occupent des postes pendant longtemps jusqu'à ce que les citoyens manifestent pour qu'on les limoge, mais ils ne vont jamais quitter leur poste. Le chef de l'Etat ne va pas les limoger parce qu'ils bouffent ensemble. Si cette affaire de milice s'avère, alors, moi, je crois que le procureur est là pour ça. Parce que quand même pour entretenir 2 à 3 mille personnes c'est beaucoup d'argent. Et l'argent-là vient d'où? Malick Sankhon qui quémandait le prix de l'essence aux gens, où il a pris cet argent? S'il l'a pris à la Caisse, ça veut dire qu'elle est vide aujourd'hui. Il y a combien de temps que CBG ne cotise plus, parce que ce n'est pas sûr de laisser son argent entre les mains de gens qui en font un usage personnel. Quand les travailleurs font des accidents, il n'y a pas quelqu'un pour les supporter.

Nous avons appris qu'après votre départ de la mouvance présidentielle, certains de vos investissements ont été bloqués par le président de la République. Le confirmez-vous?

C'est vrai. Le président Alpha Condé a trouvé que l'hôtel de Kaloum était avec moi. J'avais un bail de 55 ans et les docu-

ments sont avec moi. Quand il est arrivé au pouvoir en 2010, il m'a dit qu'il voulait construire des hôtels pour les investisseurs qui vont venir. Il m'a demandé de lui céder l'hôtel de Kaloum pour qu'il envoie quelqu'un qui va y travailler. Je lui ai dit de me montrer l'investisseur pour qu'on puisse travailler ensemble au lieu de prendre avec moi et donner aux étrangers. Il a dit non que les étrangers ne voulaient pas comme ça. Il m'a ensuite dit que lui-même allait me payer. C'est ainsi qu'Elhadj Dembo Sylla qui était à la tête de Futurec est parti avec l'agent judiciaire de l'Etat et les ministres du Tourisme et de l'Habitat à l'époque. Le montant établi était de 12 milliards de FG et quelques. Le président m'a appelé pour me dire qu'il va me payer lui-même. On est resté dans cette situation jusqu'à maintenant. Là où je vous parle je n'ai reçu que 1 milliard 500 millions FG que Kassory m'a envoyé ici après que je suis allé à la Présidence fâché pour réclamer mon remboursement. C'était même l'argent en espèces que Kassory m'avait remis. Il m'a dit que c'est le président qui lui a dit de me remettre l'argent. Vous savez, c'est cela la méchanceté. Si tu n'aides pas quelqu'un qui t'a aidé, mais rends-lui ce qui lui appartient. Mais la méchanceté fait qu'il ne peut pas rembourser. Vous savez, lui, il veut que ses concurrents meurent. C'est ça sa politique, il n'aime pas que quelqu'un évolue. C'est le truc de communiste ça. Il se dit que quand tu es au même niveau ou plus, tu vas le terrasser. En plus de l'hôtel Kaloum, il y a les magasins où je stockais le riz importé à l'époque. Ça même, c'est Malick Sankhon qui a tout orchestré. Alors qu'à l'époque, il ne dormait pas tant que je ne dormais pas. Quand il a eu l'accident ici, il a été chez moi à Dakar pour aller se soigner. Je sais même comment il appelait mon fils Bill Gates. Il mangeait chaque 19h dans le bol de Cellou Dalein. Qu'est-ce que Fodé Soumah n'a pas fait pour lui? Mais après la mort de celui-ci, il a mis ses enfants au dehors à Paris pendant la neige. Dieu existe et il va arranger tout ça un jour. De toutes les façons on ne va pas mourir parce que lui il veut qu'on meure. On ne mourra pas aussi de faim. Ma famille ne mourra pas de faim, parce que c'est ce qu'il (Alpha Condé) veut voir.

Alors, que comptez-vous faire?

Rien ! Aujourd'hui, il a tous les moyens de faire tout ce qu'il veut, mais Dieu est grand. En 2020, il va partir *inchallah* et la vérité sera connue parce que celui qui va venir va instaurer la vraie justice. Au temps de Conté, Alpha Condé avait bénéficié d'une sortie de prison parce qu'il y avait une justice dans ce pays. Mais lui, il a oublié cela et il fait comme bon lui semble et il instrumentalise la justice à sa guise.

Réalisée par
Abdoul Malick Diallo

Relance du cinéma guinéen

Les souhaits et la promesse

Lors de la **Journée du cinéma africain** célébrée à Conakry sous le thème *La relance du cinéma guinéen*, jeudi 12 octobre 2017, les décideurs ont pris l'engagement de redonner vie à ce secteur.



Les salles de cinémas sont pour la plupart fermées.

La directrice générale de l'Office national du cinéma guinéen (ONACIG), **Mme Camara Mariama** explique que les défis à relever sont, entre autres, la formation qui va être assurée par l'Institut Supérieur des Arts de Guinée (ISAG), l'Onacig pour le renforcement des capacités et l'Etat guinéen pour le **Fonds du cinéma** devant donner un coup de pouce afin que le pays soit bien représenté au rendez-vous africain et mondial du 7e art. Le Secrétaire général de la Fédération panafricaine du cinéma (FEPACI), **Cheick Oumar Sissoko** vante les mérites de ce «plus beau métier du monde».

Et le ministre **Bantama Sow** de démontrer que le cinéma est un secteur à ne point laisser mourir, parce que faisant partie de la culture et donc le fondement de notre humanité.



Mme Camara Mariama, directrice générale l'ONACIG. Photo d'archives.

Le ministre Sow a la volonté de sortir le cinéma de l'ornière. Il a bien écouté l'appel des professionnels lors de la célébration de cette journée qui se déroule si heureusement

«dans le pays du président en exercice de l'Union Africaine». Les cinéastes interpellent à juste raison le président Alpha Condé et, à travers lui, tous les dirigeants du continent sur le

fait qu'«on ne voit pas nos films». Les salles de cinémas sont pour la plupart fermées. La Guinée qui en avait 27, n'en possède plus que 3 qui fonctionnent dans un état lamentable.

Pourtant, au début des indépendances, le pays était à l'avant-garde de la production cinématographique. Aujourd'hui, le constat est alarmant. L'Etat doit donc réapprendre à faire face à son devoir vis-à-vis de ce secteur.

L'espoir est permis

Avec le ministre de la Culture, Sanoussy Bantama Sow, les cinéastes guinéens formulent le vœu de voir poser des actes historiques pour régler définitivement la question de la relance du cinéma guinéen.

Par Ibrahima Barry

GUINÉENS DE WASHINGTON

L'unité d'action pour parler d'une voix



La séance de coupure du gâteau de l'An 59 de la Guinée.

En célébrant en différé le 59e anniversaire de l'accession de la Guinée à l'indépendance, samedi 7 octobre 2017, les Guinéens de Washington DC ont montré au reste du monde que dans l'unité d'action, on réussit toujours à honorer le drapeau de son pays à l'étranger. Ainsi donc, les membres du bureau exécutif de l'Association des Guinéens de Washington DC, du Maryland et de la Virginie (AGDMV) en collaboration avec les associations régionales, ont rassemblé du monde autour du thème **Célébration de la Guinée à travers sa culture**. Cette culture était visible dans la salle à travers l'exposition des arts issus des différentes régions naturelles du pays. Le président de la communauté guinéenne, **Saloumba Chérif** a émis le souhait de voir naître une coordination des associations africaines qui parlera au nom de tous les africains le plutôt que possible. Une initiative qui est en train de prendre forme.

Par Mady Bangoura



Editions GANNAL
Des idées,
des mots...
des livres

Un mois de novembre fort en livres !



Meilleur éditeur
Jeunesse
2017-Afrique

Conakry Capitale Mondiale du Livre, un voyage au long cours parsemé d'escalades excitantes !

Préparez vous à l'escala de Novembre !

Du 22 au 30 Les éditions Gannal vont mettre en avant deux aspects de leur politique éditoriale : le livre jeunesse et l'édition dans les langues africaines et souligneront l'importance du numérique dans ces divers domaines.

Du côté de la Jeunesse :

un colloque consacré à la richesse de la littérature de jeunesse africaine (22-23 novembre)

un salon spécialement dédié aux livres pour la jeunesse (23-26 novembre) avec la participation des éditeurs africains, des libraires et bouquinistes de Conakry et de nombreux auteurs (de Kidi Bebey à Yves Pinguilly en passant par Wilfried N'Sondé ((Prix des cinq continents), pour ceux qui viennent de loin, et tous les auteurs guinéens), celle de Viviana Quiñones (BNF) représentant aussi l'IFLA, et celle de l'Oiseau Indigo Diffusion/Bookwitty.

Du côté des **Langues africaines**, atelier de formation des éditeurs africains francophones sur le livre numérique en langues nationale en partenariat avec l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, du **23 au 25 novembre 2017**. Les 25 et 26 novembre un colloque sur les défis de la promotion et de la distribution des livres en langues africaines et pour ceux qui aiment écrire en français, Wilfried N'Sondé et Kidi Bebey animeront chacun un atelier d'écriture le 25 novembre tandis que ceux qui veulent écrire dans les langues nationales pourront participer à un atelier du 27 au 29 novembre.

A noter : des expositions sur la littérature de jeunesse africaine, sur l'illustration des livres pour enfants, sur les livres numériques, des rencontres avec les auteurs.

Réservez ces dates, des informations viendront au fur et à mesure sur <http://editionsgannal.blogspot.com/> et sur la page facebook.





CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



La langue française était l'invitée d'honneur et à ce titre, des éditeurs francophones ...

4 JOURS À FRANCFORT

Un marathon dont on sort gagnant

Francfort organise une foire du livre depuis le Moyen Âge. Gutenberg y a peut-être négocié ses premiers fascicules. On ne vend pas de livres au public, mais on y négocie des droits sur les livres.

Tel éditeur d'Afrique du sud intéressé par un livre français ou marocain ou indien, achètera les droits pour la traduction et la vente du livre dans son pays par exemple. C'est le rôle de l'éditeur de promouvoir ses livres et de les négocier pour mieux protéger les droits des auteurs. Quand on photocopie un livre ou quand on l'imprime sans avoir passé un accord avec l'éditeur, on pirate le livre. On comprend mieux pourquoi le piratage est interdit puisqu'il récupère le travail d'un éditeur sans le rémunérer et sans verser les droits dus aux auteurs. C'est dire l'importance de ce marché qu'est Francfort. Des éditeurs du monde entier se retrouvent pendant 4 jours pour échanger, présenter leurs



La ministre française de la Culture au stand des éditeurs africains francophones.

livres et essayer de convaincre l'interlocuteur de devenir un partenaire. C'est une course effrénée aux quatre coins du monde, aux quatre coins de la foire ! Pour partager son amour de la littérature mais aussi découvrir de nouvelles techniques dans l'impression ou l'édition numérique. La langue française était l'invitée d'honneur et à ce titre, des éditeurs francophones du monde entier étaient là.

Expositions, débats et des prix.

Les éditeurs francophones africains étaient présents. Une vingtaine rassemblés par le BIEF (Bureau international de l'édition française) sur un stand qui leur donnait une grande visibilité auprès du public. Le prix des *Cinq Continents* de l'OIF a été remis à l'écrivain tunisien **Yamen Manai** pour *L'Amas ardent*.



...du monde entier étaient là.

Une fable politique qui met aux prises un apiculteur avec les terribles prédateurs de sa ruche. Un roman plein d'humour et de poésie pour traiter d'un sujet terriblement sérieux : la radicalisation des musulmans dans un pays en proie aux tourbillons de la vie politique. Débat sur l'édition en Afrique, modéré par un journaliste qui n'avait pas vu l'Afrique évoluer depuis 30 ans. Dommage ! Certes, le contexte de l'édition n'y est pas idéal partout mais quand on voyait le stand des éditeurs francophones d'Afrique et de Haïti, on avait bel et bien l'impression d'un monde en marche et pas en reste pour négocier des droits sur les catalogues. Quand la **Bibliothèque internationale de Munich** vient chercher vos nouveautés pour les proposer au jury des **White**

Reavens (une sélection de 200 titres choisis chez les éditeurs du monde entier), quand un professeur d'art d'une université autrichienne prend vos albums pour les étudier avec les apprenants, vous repartez persuadé que les livres que vous offrez aux enfants sont de qualité.

Conakry, Capitale Mondiale du Livre (CCML) avait son stand et a fait largement la promotion de la Guinée.

La délégation comptait le président de l'Association des écrivains, **Lamine Capi Kamara**, le président des éditeurs **Mohamed Salifou Keita**, le Commissaire général de CCML **Sansy Kaba Diakité**, et bien d'autres personnalités ont passé 4 jours de travail intense et revigorant.

Par Marie-Paule Huet



COMMUNIQUE - MEF/MDB : LA GUINÉE CONCLUT UN ACCORD HISTORIQUE AVEC LES SERVICES DU FMI !

Conakry, le 18 Octobre 2017 – Entamées à Conakry en août 2017 et poursuivies à Washington en octobre 2017, les discussions avec le Fonds Monétaire International (FMI) ont abouti à un accord historique appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC). Ce programme de politiques économiques et de réformes vise à préserver la stabilité macroéconomique, à conserver une trajectoire de dette soutenable, et à garantir une croissance génératrice d'emplois pour les guinéens tout en renforçant les filets de protection sociale afin de réduire la pauvreté et le chômage.

Une politique monétaire prudente et l'accroissement des réserves de change, autre volet du programme, permettront à la Guinée de manifester une plus grande résilience face aux chocs exogènes, notamment de baisse des prix des matières premières minérales, et préserveront la Guinée contre l'inflation.

Cet accord soutient le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) de Guinée pour la période 2016–2020 et consolidera les bases d'une croissance plus élevée et inclusive tirée par les investissements significatifs dans les projets prioritaires que le Gouvernement souhaite mettre en œuvre tels que les infrastructures, l'agriculture et l'industrie.

LE MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Bantama Sow fait agréer le Fodac et le Fades

Le ministre Sanoussy Bantama Sow (*sur la photo*) vient d'obtenir du chef de l'Etat la création du **Fodac**, le Fonds d'aide à l'action culturelle et le **Fades** ou Fonds d'aide au développement sportif. Le décret est pris. Reste à l'Etat de passer à l'acte en mettant l'homme qu'il faut à la place qu'il faut et, sans tarder, à allouer les montants nécessaires au fonctionnement de ces deux structures. ■



Acculé par l'audit de la Féguifoot Super V quitte le pays, en catimini

Acculé par l'audit de sa gestion à la Féguifoot, Salifou Camara alias Super V (*en veste*) s'est envolé jeudi 19 novembre 2017 par le vol régulier d'Air France. Selon nos informations, il s'est faufilé au dernier appel pour se retrouver à bord de l'avion qui attendait les trois derniers passagers dont lui Super V. Ce vendredi 20 novembre matin, point de Super V à son domicile de Ratoma encore moins sur ses canaux réguliers de Conakry. Mais, sauf miracle, la procédure judiciaire enclenchée contre lui et ses comparses présumés a une forte chance d'aboutir. Pourvu que la justice guinéenne le veuille, l'Organisation internationale de la police criminelle pourrait être saisie en cas de nécessité. (*Lire aussi à la page 4 Gestion de Salifou Camara Super V: Au-delà des divagations mensongères et injurieuses, des points sombres à éclaircir*) ■

La CNSS outille les journalistes en connaissances liées à son fonctionnement

Pour améliorer les services et prestations au sein des institutions de sécurité sociale, une mention spéciale est faite à la place qui doit être accordée aux usagers de ces institutions. Car, la confiance qui leur est inspirée est un facteur déterminant de la réussite de la mission dévolue aux institutions de sécurité. L'établissement de cette confiance part nécessairement par une bonne gouvernance. C'est pour réussir cette bonne gouvernance que la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnss) s'est dotée d'un outil de travail appelé **Gestion axée sur les résultats** où des objectifs stratégiques sont définis, avec des objectifs spécifiques à atteindre, des activités à mener, et les responsabilités de chacune des structures qui composent la Cnss situées et définies.

Pour ce qui est de la mission dévolue au département de la Communication et des relations publiques, il s'agit de vulgariser la Cnss au niveau des usagers que sont les travailleurs en particulier, et de la population en général. Dans ce cadre, l'institution a organisé deux journées d'information et d'échanges à l'intention d'une vingtaine de journalistes venus des médias publics et privés. C'est le directeur général de la Cnss, **M. Malick Sankhon** qui a



M. Malick Sankhon a reçu mercredi 11 octobre 2017 au siège de la Cnss M. Qiu Xianming premier conseiller de l'ambassade de Chine à Conakry.

présidé l'ouverture et la clôture des travaux.

Durant ces deux jours, les participants ont été outillés en connaissances liées aux généralités sur la sécurité sociale, son mode de financement, les

prestations servies par la Cnss, la prévention et l'action sanitaire et sociale, ainsi que les contentieux de la sécurité sociale.

Des thématiques choisies par l'ensemble des membres du

Comité de direction de la Cnss qui en ont assuré la facilitation, en raison de leur pertinence et de leur importance tant pour les travailleurs de la Caisse, pour les journalistes, que pour l'ensemble de la population.

La Cnss, à l'instar de tout autre organisme chargé d'une mission de service public, est régie par le principe de la redevabilité. Dans le cadre strict de la sécurité sociale, des règles sont édictées pour assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines et financières des institutions.

C'est l'outil de bonne gouvernance bâti autour de 5 piliers fondamentaux : la responsabilité, la participation, la transparence, la prévisibilité et le dynamisme.

Au cours des dernières années, grâce à une forte volonté politique du gouvernement, à la perspicacité du Conseil d'administration et à l'engagement du personnel d'encadrement et d'exécution, plusieurs résultats ont été obtenus à la Cnss tant sur le plan structurel qu'opérationnel.

Ces efforts concourent tous à l'amélioration de la qualité des services offerts aux assurés sociaux qui sont au centre de toutes les activités quotidiennes de l'institution.

Les programmes dans les institutions d'enseignement national guinéen n'offrent que quelques éléments sur la sécurité sociale.

Par Mady Bangoura

Sagesse

■ Les actions en disent plus que les mots (...)
Bien faire vaut mieux que bien dire. Une pomme chaque matin éloigne le médecin. En amour comme à la guerre, tous les coups sont permis.
Anglais

■ Apprendre à marcher sans trébucher est difficile pour un enfant. Idem pour un adulte qui doit pouvoir gagner honorablement sa vie puis préparer ses vieux jours.
Peul (Cameroun)

**RADIO
ENVIRONNEMENT
Guinée**

Tél. : +224 622 26 10 50 / 655 29 10 50 / 662 08 08 27
Site Web : www.radioenvironnementgn.com / www.facebook.com/radioenvironnementgn
E-mail : radioenvironnementgn@gmail.com

le populaire

Suivre le journal qui vous ressemble, c'est possible !

facebook

Facebook.com/
Le-populaire-conakry

**ACTU
CONAKRY**
LA RÉFÉRENCE D'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26

E-mail :
actuconakry@gmail.com

Mme Bintou Condé promeut «Les Petits Anges de Guinée»

Dame Bintou Condé a mis en place en 2011 l'ONG *Les Petits Anges de Guinée* dans le but de contribuer depuis la Belgique où est établie, à la collecte de fonds pour les enfants de son pays d'origine, la Guinée.

L'ONG vise particulièrement les orphelins qu'elle aide à retrouver le chemin de l'école et à y rester pour réussir leur vie. La présidente elle-même orpheline de mère depuis l'âge de 13 ans, tend aujourd'hui la main à ceux qui n'ont ni maman ni papa et qui ont besoin de combler ce manque en quittant la rue ou les travaux domestiques pour les centres



Bintou Condé apporte son aide aux orphelins.

spécialisés dans l'accueil et l'éducation des enfants, comme à Boffa chez les religieuses chrétiennes ou bien à Conakry dans certaines écoles privées et publiques.

Dans ses actions de bienfaisance, l'ONG se fait épauler par des dames de cœur à l'image de l'ex-ministre de l'Action sociale et de la promotion féminine, Mme **Sanaba Kaba**, l'icône de la politique **Hadja Nantou Chérif** du bureau national du Rpg Arc-en-ciel et **Mme Diakagbè Diakité**. Et cela sert bien *Les Petits Anges*.

Par Moussa Diabaté

Lu dans



Dalein sur un éventuel 3e mandat: "Alpha Condé entretient l'ambiguïté"

Le chef de file de l'opposition soupçonne le président de la République d'avoir des velléités de tripatouiller la constitution afin de briguer un troisième mandat en 2020. Selon Cellou Dalein Diallo, sur ce sujet qui défraie la chronique, "Alpha Condé entretient l'ambiguïté". Pendant ce temps, fait-il remarquer, "ses lieutenants affirment qu'il faut lui donner la possibilité de continuer son travail".

L'ancien Premier ministre dénonce la floraison de mouvements pour soutenir le troisième mandat.

"De hauts fonctionnaires de l'Etat affirment que c'est nécessaire. Même si Alpha Condé, lui, ne dit rien, il encourage par son silence la prolifération de comités de soutien pour le 3e mandat", estime-t-il.

"Quand on lui pose la question, il s'énervé. Il tient un



discours très souverainiste en disant que l'Afrique doit décider à quel rythme instauré la démocratie, ce n'est pas à l'Occident et aux ONG de lui dicter ce qu'il faut faire", souligne Dalein.

Il précise qu'Alpha Condé déclare que partout où "les présidents sont restés longtemps [au pouvoir], il y a eu des progrès. Il cite le Rwanda et d'autres pays". Ce qui l'amène à croire que le numéro un guinéen a volonté de tripatouiller la constitution pour briguer un troisième mandat.

Par Boussouriou Doumba

Vous êtes détenteur d'une information, ou souhaitez établir un partenariat ou une demande d'information sur l'insertion publicitaire ou nos services. Ecrivez-nous à:

contact@visionguinee.info
ou appelez-nous au (00224) 664 93 14 04 / 628 32 85 65 / 655 71 74 65

Interprétations fallacieuses d'un coup de nerf contre l'atteinte à l'ordre public Qui veut ternir l'image de Malick Sankhon?

Plusieurs centaines d'ouvriers ont investi les locaux de la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnss) l'autre semaine pour, disent-ils, réclamer les cotisations prélevées sur leurs salaires alors qu'ils étaient en service au sein d'un consortium d'entreprises.

Pendant près d'une heure d'horloge, les protestataires ont troublé l'ordre public alors que les responsables du *service Pensions* étaient en train de payer les assurés sociaux. Heureusement, le pire a pu être évité. Et l'attitude des manifestants avait été condamnée par les centrales syndicales Cntg et Ustg.

C'est suite à cela qu'à l'assemblée générale du Rpg Arc-en-ciel samedi 14 octobre 2017, le directeur général de la Cnss est monté au créneau pour dénoncer lui aussi cette attitude d'un autre âge avant de remettre la pendule à l'heure. «*Seuls ceux qui sont immatriculés, et qui ont leurs cartes, ont de l'argent à la Caisse nationale de sécurité sociale*», a précisé d'emblée **Malick Sankhon**, tout en ajoutant que l'institution qu'il a charge de diriger ne paie pas l'indemnité de chômage.

Pour se prémunir contre de pareilles situations, le directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a lancé un avertissement en ces termes : «*Je prends le parti à témoin. Quiconque, désormais, s'amuserait à venir à la Caisse pour troubler la quiétude des travailleurs, je vous le jure, il ne sortira pas indemne*».

Rappelant la création des *Chevaliers de la République*, il a indiqué qu'à l'époque, des gens avaient soupçonné là une milice privée. Ainsi, pour ne pas ternir l'image du pouvoir, «*nous*

avons dissout les chevaliers», a-t-il souligné ajoutant dans un ton dissuasif «*depuis hier (vendredi 13 octobre 2017), on a reconstitué 2500 à 3000 jeunes. Et quiconque s'amuse à nous provoquer, je vous le jure, on lui marchera dessus*».

Républicain dans l'âme

Et c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Depuis, des acharnements fusent de partout. Oubliant que



Malick Sankhon est un républicain hostile à tout ce qui n'obéit pas à la bienséance démocratique.

la bouche qui parle, c'est elle qui se trompe.

Désormais dans la cité, de fallacieuses interprétations de cette déclaration font état d'un éventuel recrutement d'une milice par Malick Sankhon, à la solde du Rpg Arc-en-ciel. Que nenni !

Mais ceux qui ont connu et côtoyé l'homme, reconnaissent en lui la qualité d'un cadre fermement attaché à la paix et à l'unité. C'est un républicain dans la chair et dans l'âme. Qui, par conséquent, reste hostile à tout ce qui n'obéit pas à la bienséance démocratique comme tout bon juriste de sa carrure face à des agissements incommodes.

Fondateur du parti **La cause commune (LCC)** dès les premières heures du multipartisme en 1990, il est resté toujours égal à lui-même pour la construction d'une Guinée libre et démocratique.

Cette option ne changera jamais dans la dynamique de l'homme. C'est pour cette raison qu'il s'est toujours battu et qu'il se bat encore pour la préservation des acquis majeurs de la République. Halte à l'intox, Malick est loin d'un va-t-en-guerre !

Par Diallo Alpha

PRIX WILLIAM SASSINE

Pour récompenser les jeunes talents en écriture

Pour accompagner le Commissariat général de **Conakry, capitale mondiale du livre**, le Centre international de recherche et de documentation (CIRD) a lancé vendredi 29 septembre un concours dénommé **Prix William Sassine**. Ce, pour inciter la jeunesse et à lire et à écrire.

Selon les promoteurs dudit concours, celui-ci va récompenser le *Meilleur jeune écrivain* à travers ce prix initié en hommage à l'écrivain guinéen feu **William Sassine**. Il s'étend sur 3 mois. Et les lauréats seront primés en février 2018. «*Quatre meilleurs écrits seront retenus et qui seront publiés par une maison d'édition de Guinée. Ceci est une façon d'accompagner le projet Conakry, capitale mondiale du livre, et une façon de donner la parole*

à la jeunesse», motive **Alpha Oumar Sow**, président du Club littéraire du Centre international de recherche et de documentation.

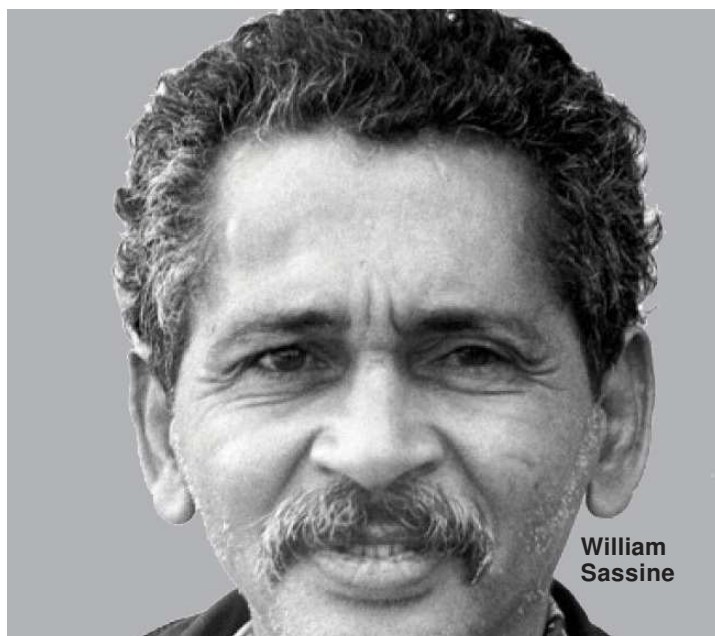
Aucun thème spécifique n'a été retenu à cet effet.

Libre donc aux postulants de choisir le thème qu'ils souhaiteraient aborder. Tout de même, le postulant doit être guinéen de nationalité, avec un âge maximal de 35 ans.

Le premier lauréat va toucher 500 euros et bénéficiera d'un visa aller-retour Conakry-Abidjan. Le second, 300 euros. 200 euros pour le troisième et le quatrième, chacun.

Les postulants auront à produire une nouvelle, un récit ou une histoire de 10 à 20 pages, avec une police de 12. ■

Par Mady Bangoura



William Sassine



ELECTRICITE DE GUINEE

ADMINISTRATION GENERALE

Affaire suivie par L. MAGAS.

Tél : 622-676-247

Avis d'Appel d'Offre International

POSTES ELECTRIQUES

RÉHABILITATION DE SONFONIA ET KIPE

Electricité de Guinée (EDG)

1) Le gouvernement de la République de Guinée représenté par le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique (MEH) a obtenu un prêt de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour financer la mise en œuvre du Programme d'urgence d'approvisionnement en Electricité pour améliorer la desserte de la ville de Conakry et des Préfectures sur les réseaux interconnectés.

2) Le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique (MEH) représenté par l'Entreprise l'Electricité de Guinée (EDG) lance un appel d'Offres International pour d'utiliser une partie de ce fonds pour effectuer des paiements au titre des marchés de construction d'un poste source 110/20 kV de Sonfonia casse.

3) L'Electricité de Guinée (EDG) sollicite des offres de la part des entreprises qualifiées pour assurer les fournitures requises et exécuter selon les règles de l'art les travaux de construction du poste faisant l'objet du présent Avis d'Appel d'Offre. Il s'agit de :

La prestation consiste en un contrat clé en main comprenant l'intégralité des prestations nécessaires à la réhabilitation et au renforcement du poste haute tension existant de Kipé et Sonfonia qui sont des Postes sources 60/20 kV.

Ceci comprend :

- La modification de la ligne à haute tension 60 kV pour création d'une coupure d'artère en entrée et sortie au poste HT de Kipé et de Sonfonia ;
- Le génie civil pour les modifications de la plateforme, des bâtiments et des infrastructures des postes ;
- Les constructions métalliques pour installation des équipements en zone extérieure ;
- Les équipements électriques en haute tension, moyenne tension et basse tension nécessitant modifications ;
- Les modifications des équipements de contrôle-commande, protection et télécommunication nécessaires au fonctionnement des postes de Kipé et de Sonfonia et à la télécommunication avec les autres postes HT du réseau électrique de EDG dans le cadre de la réhabilitation et du renforcement ;
- La formation du personnel d'exploitation des postes sur les nouveaux équipements.

Le Contractant veillera tout particulièrement à organiser les travaux de façon à minimiser les périodes d'interruption de service des postes.

4) Pour être admises à concourir, toutes les entreprises devront pouvoir justifier des références et fournir les documents et attestations listés ci-après:

4.1 Capacité administrative et Commerciale

- Liquidités et/ou facilités de crédit au moins égales à vingt-cinq millions Euros (25 000 000 EUR).
- Au cours des cinq dernières années, un chiffre d'affaire annuel pour des travaux similaires au présent projet dépassant Cinquante millions d'Euros (50 000 000 EUR).

4.2. Capacité technique

Etre une entreprise ou un groupement d'entreprises dans lequel les compétences suivantes sont présentes, et pour lesquelles l'entreprise ou le groupement peut présenter des références concernant des travaux de nature similaire :

- bureau d'étude avec une expérience dans la conception, le dimensionnement

(mécanique, électricité, contrôle-commande), la réhabilitation d'équipements et d'installations de Postes HT/MT de nature et étendue similaire à celles considérées pour ce marché ;

- démontage, installation, remontage et réhabilitation d'équipement de nature et étendue similaire à celles considérées pour ce marché, englobant aussi bien les aspects mécanique, électrique, que contrôle-commande et mise en service ;
- expérience avérée d'intervention dans un poste en exploitation ;

Références pour des projets similaires exécutés dans les dix (10) dernières années dans la réhabilitation :

- au minimum cinq (5) références de travaux de construction d'équipements de Postes HT/MT dans les quinze (15) dernières années;
- au minimum deux (2) références de travaux d'équipements Postes HT/MT pour un montant minimal de 7 000 000 EUR chacune, certifiées par des lettres du client final avec identification et détails de contact du représentant du client final ;
- références en Afrique

Chacune des références citées aura au minimum les renseignements de base suivants :

- client, nom du projet et brève description, emplacement du projet, enveloppe financière, durée du projet, dates d'exécution, bailleurs de fonds.
- une liste du personnel en nombre et en qualification (ingénieurs, conducteurs de travaux, contremaîtres, etc.) que le Pré-qualifié entend affecter au chantier si le marché lui est attribué, avec organigramme d'exécution de projet ;
- identification du Représentant du Constructeur proposé comme responsable du projet, parlant couramment français et ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et de volume similaires, y compris au moins 3 ans d'expérience en tant que chef de projet ;
- identification du Directeur des travaux proposé, ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et de volume similaires, y compris au moins 3 ans d'expérience en tant que chef de chantier ;
- identification des Chefs monteurs proposés, ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et de volume similaires, y compris au moins 3 ans d'expérience en tant que cadre de montage;

5) La provenance souhaitée pour les équipements principaux HT/MT est l'Europe.

6) Le contrat sera clé en main, avec une responsabilité en conséquence du constructeur sur le délai de réalisation et l'engagement sur les prix forfaitaires pour une réhabilitation toutes sujétions comprises, dans les délais contractuels.

7) L'attention des Entreprises souhaitant se qualifier est attirée sur le fait que les offres devront être accompagnées au stade de la soumission ultérieure d'une garantie de soumission en Euros (EUR) d'un montant de Deux Cent Quarante Cinq Mille (245 000 Euro). La garantie de soumission sera une garantie bancaire. Cette garantie de soumission demeurera valide pendant un (1) mois au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par la

Commission et acceptée par le Soumissionnaire. La période de validité initiale des offres sera de cent vingt (120) jours. Les plis seront ouverts, en présence des représentants qui souhaitent être présents à la séance de leur ouverture, à la date limite pour le dépôt des offres, à l'adresse qui sera stipulée ultérieurement.

8) Tout soumissionnaire admis à concourir, intéressé par le présent avis, pourra obtenir un jeu complet du Document d'Appel d'Offres International (DAOI) moyennant le paiement d'un montant non remboursable de 250 • (Deux Cent Cinquante Euros) réparti comme suit : 30% à l'ARMP Compte n° 2011 000 307 ouvert à la BCRG et les 70% restants au compte n° 20 11 000 136 intitulé **Receveur Central du Trésor**, contre une quittance pour chaque versement.

Le cahier de charge sera délivré au soumissionnaire à partir du **19/10/2017** à l'adresse ci-après :

Electricité de Guinée (EDG)

Immeuble EDG – Cité Chemin de fer

Coronthe - Commune de Kaloum

BP : 1463 Conakry

République de Guinée

Chef de Projet Energie Guinée (PEG)

Tél. : (00224) 622-67-62-47

E-mail : peg.loncemagas62@gmail.com

9) Les soumissionnaires peuvent répondre individuellement ou en groupement et resteront engagés par leur(s) offre(s) pour un délai maximum de 120 jours à compter de la date prévue pour l'ouverture des plis.

10) Les offres établies en langue française seront présentées conformément aux instructions aux soumissionnaires et devront être déposées sous plis fermés à l'adresse ci-dessous au plus tard le 04 Janvier 2018 à 10 h 00 précises (TU). La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

DIRECTION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS

Immeuble Kanfarandé – 3ème Etage

Secrétariat central

Quartier Coronthe – Commune de Kaloum

Tél GSM : +224 628 91 07 74/+224 628 34 51 84

Conakry

République de Guinée

11) Les offres seront présentées en Hors Taxes (HT).

12) L'ouverture des plis en séance publique se fera en présence des responsables des soumissionnaires qui le souhaitent. Elle aura lieu le jour de dépôt des offres à 11 h 00 dans la salle de réunions de la Direction Nationale du Marché Public.

13) Des renseignements complémentaires pourront être obtenus aux contacts figurants à l'adresse ci-dessus.

14) L'Electricité De Guinée (EDG) se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent Appel d'Offres.

Conakry le,

18 OCT 2017



Abdenbi ATTOU
Administrateur Général

ELECTRICITE POUR TOUS EN GUINEE

ELECTRICITE DE GUINEE "EDG"

Société Anonyme à Participation Publique N° ENTREPRISE /RCCM/GCKRY/0715A/2003 Capital Social : 261 119 478 000 GNF
Siège Social Immeuble EDG – Cité Chemin de Fer – BP : 1463 – Tél : 45 18 56 – Fax 41 18 53 – CONAKRY République de Guinée



ELECTRICITE DE GUINEE

ADMINISTRATION GENERALE

Affaire suivie par L. MAGAS.

Tél : 622-676-247

Avis d'Appel d'Offre International

POSTE ELECTRIQUE

CONSTRUCTION DE SONFONIA CASSE

Electricité de Guinée (EDG)

1) Le gouvernement de la République de Guinée représenté par le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique (MEH) a obtenu un prêt de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour financer la mise en œuvre du Programme d'urgence d'approvisionnement en Electricité pour améliorer la desserte de la ville de Conakry et des Préfectures sur les réseaux interconnectés.

2) Le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique (MEH) représenté par l'Entreprise l'Electricité de Guinée (EDG) lance un appel d'Offres International pour d'utiliser une partie de ce fonds pour effectuer des paiements au titre des marchés de construction d'un poste source 110/20 kV de Sonfonia casse localisé en Guinée sur le fleuve Konkouré.

3) L'Electricité de Guinée (EDG) sollicite des offres de la part des entreprises qualifiées pour assurer les fournitures requises et exécuter selon les règles de l'art les travaux de construction du poste faisant l'objet du présent Avis d'Appel d'Offre. Il s'agit de : D'un contrat clé en main comprenant l'intégralité des prestations nécessaires à la conception, la construction, les essais et la mise en service du poste haute tension de Sonfonia Casse.

Ceci comprend :

- La modification de la ligne à haute tension 110 kV pour création d'une coupure d'artère en entrée et sortie au poste HT de Sonfonia Casse ;
- Le génie civil pour l'aménagement de la plateforme, la construction des bâtiments et des infrastructures du poste (y compris la protection incendie et le traitement d'eau) ;
- Les constructions métalliques pour installation des équipements en zone extérieure ;
- Les équipements électriques en haute tension, moyenne tension et basse tension nécessaires au fonctionnement du poste de Sonfonia Casse ;
- Les équipements de contrôle-commande, protection et télécommunication nécessaires au fonctionnement du poste de Sonfonia Casse et à la télécommunication avec les autres postes HT du réseau électrique de EDG ;
- La formation du personnel d'exploitation du poste

4) Pour être admises à concourir, toutes les entreprises devront pouvoir justifier des références et fournir les documents et attestations listés ci-après :

4.1 Capacité administrative et Commerciale

- Liquidités et/ou facilités de crédit au moins égales à Quinze millions Euros (15 000 000 €).
- Au cours des cinq dernières années, un chiffre d'affaire annuel pour des travaux similaires au présent projet dépassant Cinquante millions d'Euros (50 000 000 €).

4.2. Capacité technique

Etre une entreprise ou un groupement d'entreprises dans lequel les compétences suivantes sont présentes, et pour lesquelles l'entreprise ou le groupement peut présenter des références concernant des travaux de nature similaire :

- bureau d'étude avec une expérience dans la conception, le dimensionnement (mécanique, électricité, contrôle-commande), la réhabilitation d'équipements et d'installations de Postes

HT/MT de nature et étendue similaire à celles considérées pour ce marché ;

- démontage, installation, remontage et réhabilitation d'équipement de nature et étendue similaire à celles considérées pour ce marché, englobant aussi bien les aspects mécanique, électrique, que contrôle-commande et mise en service ;
- expérience avérée d'intervention dans un poste en exploitation ;
Références pour des projets similaires exécutés dans les dix (10) dernières années dans la construction ;
- au minimum cinq (5) références de travaux de construction d'équipements de Postes HT/MT dans les quinze (15) dernières années ;
- au minimum deux (2) références de travaux d'équipements Postes HT/MT pour un montant minimal de Sept Millions (7 000 000) EUR chacune, certifiées par des lettres du client final avec identification et détails de contact du représentant du client final ;
- références en Afrique

Chacune des références citées aura au minimum les renseignements de base suivants :

- client, nom du projet et brève description, emplacement du projet, enveloppe financière, durée du projet, dates d'exécution, bailleurs de fonds.
- une liste du personnel en nombre et en qualification (ingénieurs, conducteurs de travaux, contremaîtres, etc.) que le Pré-qualifié entend affecter au chantier si le marché lui est attribué, avec organigramme d'exécution de projet ;
- identification du Représentant du Constructeur proposé comme responsable du projet, parlant couramment français et ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et de volume similaires, y compris au moins 3 ans d'expérience en tant que chef de projet ;
- identification du Directeur des travaux proposé, ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et de volume similaires, y compris au moins 3 ans d'expérience en tant que chef de chantier ;
- identification des Chefs monteurs proposés, ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et de volume similaires, y compris au moins 3 ans d'expérience en tant que cadre de montage.

5) La provenance souhaitée pour les équipements principaux HT/MT est l'Europe.

6) Le contrat sera clé en main, avec une responsabilité en conséquence du constructeur sur le délai de réalisation et l'engagement sur les prix forfaitaires pour une réhabilitation toutes sujétions comprises, dans les délais contractuels.

7) L'attention des Entreprises souhaitant se qualifier est attirée sur le fait que les offres devront être accompagnées au stade de la soumission ultérieure d'une garantie de soumission en Euros (EUR) d'un montant de Deux Cent Quarante Cinq Mille (245 000 €). La garantie de soumission sera une garantie bancaire. Cette garantie de soumission demeurera valide pendant un (1) mois au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par la Commission et acceptée par le Soumissionnaire. La période de validité initiale des offres sera de cent vingt (120) jours. Les plis seront ouverts, en présence des représentants qui souhaitent être présents à la séance de leur ouverture, à la date limite pour le

dépôt des offres, à l'adresse qui sera stipulée ultérieurement.

8) Tout soumissionnaire admis à concourir, intéressé par le présent avis, pourra obtenir un jeu complet du Document d'Appel d'Offres International (DAOI) moyennant le paiement d'un montant non remboursable de 250 • (Deux Cent Cinquante Euros) réparti comme suit : 30% à l'ARMP Compte n° 2011 000 307 ouvert à la BCRG et les 70% restants au compte n° 20 11 000 136 intitulé **Receveur Central du Trésor**, contre une quittance pour chaque versement.

Le cahier de charge sera délivré au soumissionnaire à partir du **19/10/2017** à l'adresse ci-après :

Electricité de Guinée (EDG)

Immeuble EDG – Cité Chemin de fer
Coronthe - Commune de Kaloum
BP : 1463 Conakry
République de Guinée
Chef de Projet Energie Guinée (PEG)
Tél. : (00224) 622-67-62-47
E-mail : peg.loncemagas62@gmail.com

9) Les soumissionnaires peuvent répondre individuellement ou en groupement et resteront engagés par leur(s) offre(s) pour un délai maximum 120 jours à compter de la date prévue pour l'ouverture des plis.

10) Les offres établies en langue française seront présentées conformément aux instructions aux soumissionnaires et devront être déposées sous plis fermés à l'adresse ci-dessous au plus tard le 04/01/2018 à 10 h 00 précises (TU). La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

DIRECTION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS

Immeuble Kanfarandé – 3ème Etage
Secrétariat central
Quartier Coronthe – Commune de Kaloum
Tél GSM : +224 628 91 07 74/+224 628 34 51 84
Conakry
République de Guinée

11) Les offres seront présentées en Hors Taxes (HT).

12) L'ouverture des plis en séance publique se fera en présence des responsables des soumissionnaires qui le souhaitent. Elle aura lieu le jour de dépôt des offres à 11 h 00 dans la salle de réunions de la Direction Nationale du Marché Public.

13) Des renseignements complémentaires pourront être obtenus aux contacts figurants à l'adresse ci-dessus.

14) L'Electricité De Guinée (EDG) se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent Appel d'Offres.

Conakry le,

18 OCT 2017



Abdenbi ATTOU
Administrateur Général

ELECTRICITE POUR TOUS EN GUINEE

ELECTRICITE DE GUINEE " EDG "

Société Anonyme à Participation Publique N° ENTREPRISE /RCCM/GCKRY/0715A/2003 Capital Social : 261 119 478 000 GNF
Siège Social Immeuble EDG – Cité Chemin de Fer – BP : 1463 – Tél : 45 18 56 – Fax 41 18 53 – CONAKRY République de Guinée



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



AVEC
L'ASSOCIATION
DES HUMORISTES
ET COMÉDIENS
DE GUINÉE

FESTIVAL INTERNATIONAL DE CONAKIRI PREMIER GALA TÉLÉVISÉ



SPÉCIAL GALA TÉLÉVISÉ CONAKIRI 2017 CÉRÉMONIE D'OUVERTURE



24/10/17 13H MUSÉE NATIONAL DE KALOUM

Avec :

ADAMA DAHICO BAMBAB ABASS

DEMI DIEU CHEKNITO FNK2K

JUSTE PARFAIT KÔRÔ

MALAM A TARA J'ARTICULE

BITAGNI SAIGNEUR DU RIRE

BENJAMIN PAPUS DJA FISTON

MÔTÔ-MÔTÔ SÉNÉGALAIT

Et d'autres invités surprises

RETROUVEZ NOUS SUR  kohombo

INSTITUTIONS | OFFICIAL AIRLINES | SPONSORS OFFICIELS | PARTENAIRES FREE | OFFICIAL MEDIAS



BAR ADMIRABLE PLEIN AIR



Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

Chez Tonton Dacky



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél.: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



ACTU CONAKRY

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB



L'information guinéenne, c'est sur

www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com